



**Ambassade de la  
République de  
Guinée Equatoriale  
en France**



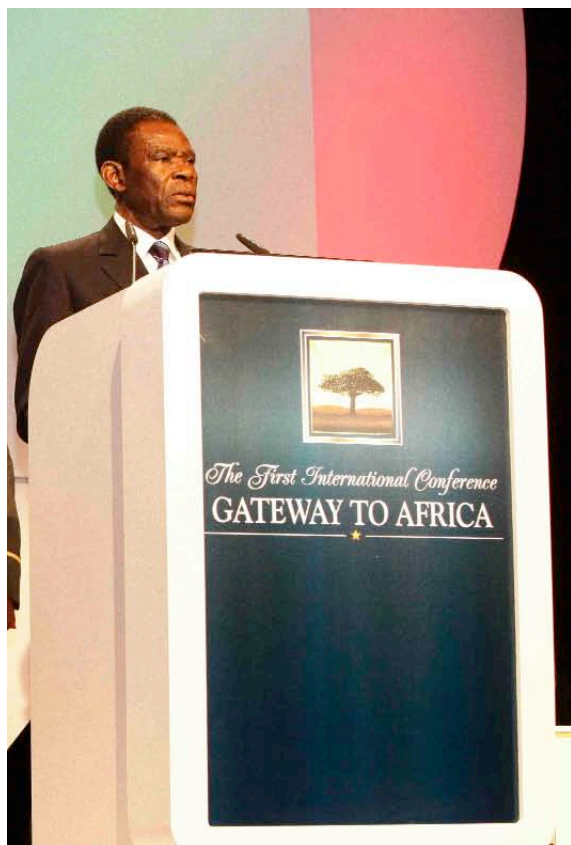
**DISCOURS**

**DE SON EXCELLENCE ODIANG MBASOGO  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE L'ÉTAT  
ET PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE**

**PRONONCÉ LE 5 AVRIL 2011, A GENEVE  
LORS DU PANEL DES DIRIGEANTS AFRICAINS  
CONSACRÉ AU THÈME :  
"L'AFRIQUE D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN"  
À L'OCCASION DE GATEWAY TO AFRICA,  
CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE RÔLE DE L'AFRIQUE  
DANS UN MONDE GLOBALISÉ**







Excellences,  
Distingués Invités,  
Chers Amis,  
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais commencer par féliciter le Groupe international COMTEC pour la louable initiative d'avoir organisé cette conférence internationale et interdisciplinaire sur le rôle de l'Afrique dans un monde globalisé. C'est un moment propice pour découvrir les valeurs positives du continent, très souvent ignorées par d'autres nations.

En effet, depuis les temps les plus reculés, l'Afrique n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans l'évolution du monde. Les sciences et les arts ont connu leurs débuts en Afrique, ont exercé une influence culturelle sur l'Europe et le continent américain et sont des composants importants de la vie des Africains.

Plus que jamais, alors que le monde actuel est sérieusement touché par la récession économique et les changements climatiques, le continent africain avec ses vastes ressources économique apparaît comme le remède providentiel pour soulager la crise de la planète :

Cela signifie que depuis sa création, le monde n'a jamais été divisé mais est, bien au contraire, de plus en plus interdépendant malgré sa structure géopolitique.

Par conséquent, je suis venu ici, aujourd'hui, non seulement en tant qu'Africain, fier de l'être, mais aussi comme Président de la Guinée équatoriale et comme Président de l'Union africaine et, surtout, je veux me sentir aujourd'hui comme un citoyen du monde.

Je dis que je suis un citoyen du monde parce que je l'étudie sous tous ses angles et que, malgré tout, je me pose surtout plus de questions que je n'ai de réponses à donner.

Je suis un homme du monde qui voit plus de problèmes que de solutions. Même ainsi, je suis ici, totalement convaincu que l'on a confiance en moi et que l'on s'attend à ce que j'assume la responsabilité de fournir des solutions, des idées et un cadre de réflexion et d'analyse.

C'est un temps d'épreuves difficiles pour chacun d'entre nous. Les Africains, tout comme les Européens, les Américains et les Asiatiques pensent tous qu'ils sont différents les uns des autres. Cependant, nous vivons une même vérité, nous souffrons de la même manière et nous devons faire face à des questions similaires.

Les modes d'expressions et de manifestation varient, mais les problèmes sont de nature mondiale et dans de nombreux cas, les solutions possibles et les politiques souhaitables le sont également: nos origines, nos systèmes politiques traditionnels et nos attributs culturels diffèrent fortement, mais, en fin de compte, nous sommes tous des êtres humains qui habitons sur la même planète pour le meilleur ou pour le pire.

Dans cet ordre d'idées, la sécurité alimentaire et les changements climatiques ne sont pas confinés par des lignes de démarcation politique artificielles, les bouleversements des systèmes ont des effets qui vont bien au-delà des zones de conflit.

Considérons un instant notre monde actuel, un monde plein d'instabilités, d'incertitudes, de bouleversements politiques, de crises économiques, de catastrophes naturelles très destructrices, avec un réchauffement global de l'atmosphère, de graves pénuries d'eau, la famine, les prix élevés des denrées alimentaires, l'insécurité alimentaire et les multiples conflits, actifs et violents.

Il semblerait que nous, les êtres vivant dans ce monde et l'Afrique en tant que continent, nous sommes confrontés à des défis insurmontables et des problèmes insolubles.

Mesdames et Messieurs, Le monde est certainement un endroit critique, complexe et difficilement sensible aux solutions instantanées ou aux panacées universelles.

En dépit de tous ces maux, je reste pourtant optimiste. Il est vrai que nous avons des problèmes, mais nous devons aussi reconnaître que nous avons progressé et que nous avons fait des progrès significatifs: le développement a atteint des niveaux technologiques inimaginables, de meilleurs soins médicaux, une médecine de pointe, une alphabétisation de niveau satisfaisant, la transparence gouvernementale et administrative, une conscience aiguë de l'environnement et plus de respect pour la planète, l'accès à l'instruction et à l'éducation supérieures, l'intégration de technologies nouvelles, etc.

La nature, apparemment incompatible, de ces deux vecteurs de progrès et de régression, de problèmes intrinsèques et d'avancées impressionnantes, ont accompagné le monde durant des siècles. On peut regretter parfois cette ambiguïté, mais il nous incombe de diminuer les tensions, d'atténuer les problèmes et d'investir dans des solutions concernant toutes les sphères de la vie.

L'année dernière, lors d'un forum dans la ville du Cap, j'ai présenté un plan d'action en cinq points qui voulait affronter le défi du sous-développement dans mon pays, les thèmes de la réforme et de la transparence. Je pense que ce sont des thèmes cruciaux ; aussi, permettez-moi de rappeler brièvement ces points :

1) Le Gouvernement doit, entreprendre des réformes sur la transparence dans le domaine des industries extractives, poursuivre l'effort de se qualifier pour devenir membre de l'Initiative sur la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et, en même temps, mettre en place unilatéralement une politique se conformant pleinement aux critères de l'ITIE, afin d'assurer la transparence et la responsabilité de rendre des comptes bien au-delà de ce qui est nécessaire.

2) Augmenter le Fonds de développement social : notre plan est d'élargir l'actuel Fonds de développement social, en investissant pour notre avenir d'importantes ressources, issues de l'exploration des revenus provenant du pétrole et d'autres ressources naturelles.

Quand je mentionne l'avenir, je me réfère à nos enfants, nos écoles, nos enseignants, à l'attention que nous portons à la santé, au tourisme, au logement, à l'approvisionnement en eau potable, aux infrastructures routières, aux télécommunications, au développement des sciences naturelles, à la création d'emplois et au développement des institutions démocratiques.

Pour résumer, nous sommes en train d'augmenter nos investissements dans la ressource la plus précieuse: notre peuple.

Tous les pays et tous les dirigeants sont accusés et souvent critiqués pour le sous-investissement dans ces zones critiques ou pour avoir trop investi dans un domaine au détriment d'autres. Nous respectons ces critiques et faisons tout notre possible pour apporter les ajustements nécessaires.

3) Le gouvernement poursuit une réforme juridique complète y compris la Loi Fondamentale, avec la protection des droits civils et humains.

Actuellement, je mets sur pied l'organisation d'une Commission gouvernementale qui nous aidera à examiner et poursuivre les réformes que nous avons déjà engagées dans nos institutions juridiques, et à préparer et adopter un nouveau code juridique qui guidera le pays vers son avenir et assurera la crédibilité judiciaire.

4) Coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) : le Gouvernement a signé avec la Croix-Rouge internationale un accord fixant les modalités de l'action de la Croix-Rouge en Guinée équatoriale, notamment pour aider le Gouvernement à examiner et évaluer toutes les manifestations de violations des droits de l'homme dans le pays, ainsi que pour surveiller notre système de justice pénale et nos prisons dans le but d'assurer le traitement humain des personnes condamnées pour les crimes qu'elles ont commis.

5) Le Gouvernement de la Guinée équatoriale fait des efforts pour préserver notre environnement et protéger ce qui est en danger d'extinction. Nous continuerons à imposer des mesures de protection dans presque tous les sites, telle que l'interdiction de la chasse aux singes dans nos parcs nationaux et nos forêts.

Je voudrais ajouter un sixième point à cette liste. Mon pays est une jeune nation, comme beaucoup d'autres en Afrique. Le processus de décolonisation nous a conféré l'indépendance et la souveraineté, mais, dans de nombreux cas, nous a laissé sans traditions, institutions et processus politiques fiables, à partir desquels nous aurions pu tracer les grandes lignes politiques.

Nous sommes au milieu d'un processus d'apprentissage et, par nature, un tel processus est enclin aux erreurs et est en butte à des priorités erronées. Ce n'est pas une excuse ou une justification, mais plutôt un fait constaté par la dynamique propre de l'évolution.

Portez vos regards vers l'Afrique à l'heure actuelle et vous verrez exactement ce que je veux dire.

L'Afrique est en train d'expérimenter un processus de mutations positives et progressives à partir des valeurs partagées de la démocratie, des droits de l'homme, de la bonne gestion économique, de la bonne gouvernance de ses institutions, bref, en vue de la consolidation de l'Etat de droit de ses nations.

Cet objectif a été fixé par le gouvernement de mon pays pour l'Horizon 2020, le moment où nous aspirons à atteindre le niveau maximum de développement social.

Bien que l'Afrique soit le continent de peuples en déshérence et ait connu des transformations historiques dramatiques tels que l'esclavage et la traite des esclaves, le colonialisme et l'exploitation économique impitoyable des ressources, le néo-colonialisme, l'apartheid et les influences exogènes, c'est aussi le continent qui a servi de scène à des expériences de systèmes politiques néolibéraux aux connotations négatives.

Toutefois, ne vous méprenez pas, nous savons ce qu'il faut faire. Nous comprenons que les gens réclament, à juste titre, un gouvernement plus ouvert, attentif et réceptif. Nous savons que la classe moyenne n'est pas seulement une catégorie économique, mais est aussi un environnement culturel.

Le secteur privé, lui non plus, n'est pas une pure catégorie mercantile mais bien un système de valeurs. Nous le reconnaissons et je le respecte profondément. Mais, il est tout aussi important de comprendre que la transparence et l'ouverture doivent être les résultats d'une évaluation progressive, autrement, il est probable que nous commettrons des erreurs fatales.

Nous sommes plongés dans ce processus qui n'est, en aucune façon, ni complet ni satisfaisant, mais nous faisons de notre mieux. Comme toutes les évolutions naturelles, l'influence étrangère n'est pas nécessaire, car il n'existe pas de solution uniforme. Je peux seulement dire à nos détracteurs, peut-être avez-vous raison... Venez nous aider à atteindre ces objectifs au lieu de nous critiquer de loin et montrez-nous les avantages découlant de traditions et d'expériences séculaires dans vos nations.

Chers Amis,  
Mesdames et Messieurs :

L'Afrique 2011 n'est pas l'Afrique que nous avons connue il y a 20 ans.

Nous avons apporté des améliorations significatives en matière de politique d'infrastructure, de médecine et de préoccupations sanitaires, d'éducation, de gouvernance, d'alimentation et d'énergie.

L'Afrique n'est pas parfaite, mais elle travaille à s'améliorer au niveau continental et au niveau individuel dans les pays récemment libérés.

L'Afrique doit également gérer ses propres affaires, prendre ses propres décisions, affronter ses problèmes et résoudre ses crises. C'est ce que nous avons obtenu au Libéria, en Sierra Leone, au Rwanda, au Burundi, en Afrique du Sud, en République démocratique du Congo, entre autres.

Seule l'Afrique connaît la nature même de ses peuples et de leurs problèmes. Un étranger est susceptible de proposer des solutions erronées.

Les problèmes africains ne peuvent se résoudre à partir de l'optique européenne, américaine ou asiatique, parce que l'Afrique a ses propres particularités, sa vision culturelle et politique.

La communauté internationale, fondamentalement les pays occidentaux, ne peuvent décider des affaires purement africaines en excluant l'Union africaine.

En ma qualité de Président de l'Union africaine, j'ai insisté pour que la volonté de l'Union africaine soit partie intégrante dans le traitement de la crise en Libye, pour cela, l'Union Africaine condamne l'intervention militaire et demande le cessez immédiat de la force en Libye.

De même, je pense que les problèmes constitutionnels en Côte d'Ivoire, au Madagascar, au Sud-Soudan, en Tunisie et en Egypte doivent impliquer l'Union africaine, car c'est à elle que revient la vaste responsabilité de protéger le continent et son avenir.

Le monde international peut et doit aider et assister l'Union africaine, mais non commander ou gérer en toute exclusivité. Dans certaines crises, la communauté internationale sera surprise de découvrir que nous n'avons pas un avis si différent sur les solutions possibles et réalisables, mais qu'en général, le point de vue africain est basé sur la réalité politique du pays concerné.

Chers Amis,  
Mesdames et Messieurs:

Le matin de l'Afrique commence aujourd'hui avec cette conférence internationale "GATEWAY TO AFRICA".

Les horizons qui nous ont accompagnés ces dernières années, restent impérativement à l'ordre du jour : l'éradication du sida, la réduction de la mortalité maternelle et infantile associée au diabète, la lutte contre la faim, un meilleur accès à l'eau douce et potable, la transparence économique, commerciale et politique, ainsi que l'intégration rapide de nos jeunes dans le processus de développement politique et économique de nos nations.

